



Ce document n'est pas un texte de chercheur. J'ai gardé l'intégralité du chapitre spécialement consacré à l'Afrique, même si l'Afrique est omniprésente dans l'ensemble du livre. Eva Joly a seulement voulu faire partager son itinéraire, sa démarche. Elle raconte simplement ce qui a suivi dans sa vie après l'affaire Elf. Ce qu'elle a appris, ce qui l'a choquée, ce qui est considéré comme « normal » mais qui mine l'Afrique. C'est un texte de juriste très expérimentée sur les rapports nord-sud.

A lire comme un témoignage d'une personne très bien informée et qui fait beaucoup de « terrain ».

A méditer...

JUSTICE POUR L'AFRIQUE !

SUIS-JE EN TRAIN DE DEVENIR l'un de ces missionnaires norvégiens parcourant l'Afrique? Parfois je me le demande.

Lorsque j'ai instruit l'affaire Elf, je n'avais jamais mis le pied en Afrique. C'est en accompagnant l'ONG, Plan International, que j'ai découvert pour la première fois un bout de cette terre immense, avec ses peuples si nombreux et différents les uns des autres que j'hésite à utiliser le mot traître d'Afrique. Il y a des centaines d'Afrique. Depuis cinq ans, mes nouvelles fonctions m'ont conduite au Kenya, en Zambie, en Afrique du Sud, à Madagascar, en Algérie, au Nigeria, en Angola, en Tanzanie. L'urgence de ces peuples s'inscrit en moi. Chaque fois que je reviens sur ce continent, il m'est un peu plus familier, et me presse d'agir. Je n'y ai rencontré aucune fatalité, mais un énorme et vieux mensonge.

Ce que les pays riches accordent d'une main hésitante, les grandes entreprises, les banques, les intermédiaires, les experts et les fonctionnaires internationaux le reprennent de l'autre, beaucoup plus fermement. Pour un euro donné, les pays étrangers en retirent deux de la terre africaine.

Aussi je me réjouis chaque jour depuis cinq ans d'être mandatée par le gouvernement norvégien en Afrique. Il ne nous est pas demandé de la parcourir du nord au sud pour y faire fructifier les intérêts des compagnies pétrolières norvégiennes, ni de défendre les restes d'un empire colonial. Là où nos entreprises géantes comme Statoil ou Norsk Hydro dégagent des milliards de marge, les Norvégiens ne supporteraient pas qu'il n'y ait pas de développement. Et là où elles sont absentes, dans ces zones pauvres qui n'intéressent plus aucun pays donateur, nous devons être aussi. La Norvège parle développement, démocratie, transparence. Ils ne vont pas l'un sans l'autre, et ce ne sont pas des mots. Tant que la corruption domine, assise sur des régimes vassalisés, des milliards de dollars continueront de fuir l'Afrique. Et l'on pourra toujours vacciner, alphabétiser, creuser des puits, à tour de bras, la situation ne changera pas.

Nous finançons donc des réformes structurelles qui touchent au fonctionnement des institutions: en Tanzanie, c'est actuellement le recensement des propriétés des pauvres, tant qu'elles ne le sont pas, il leur est interdit d'emprunter. En Angola, nous finançons des ONG qui oeuvrent pour la transparence et la surveillance des élections. Il faut enterrer ce miracle

politique, rodé en maints pays d'Afrique, qui multiplie à volonté les électeurs et les votants, transforme une minorité en majorité, une défaite en victoire. Au Nigeria, nous allons aider techniquement le pays à mesurer précisément sa production pétrolière, nous le faisons sur le site de forage et non au chargement des bateaux, là où toutes les fuites et toutes les combines sont possibles. Mesurer sa production, c'est mesurer sa fortune.

J'ai dessiné pour chaque pays un tableau de son histoire. J'y ai mis des chiffres, le nom de l'ex-occupant colonial, celui de la multinationale qui a pris le relais et exploite les sols, les accords de défense. J'accompagne la mise en place par la Norvège des structures de lutte contre le blanchiment. Notre message dans toutes les instances internationales est de dire qu'il n'y a pas de lutte contre la pauvreté sans lutte contre la corruption. Nous ne sommes pas une ambulance humanitaire de plus, la Norvège veut rendre à l'Afrique ce qui lui appartient.

Voilà ma feuille de route.

Je fais parfois des détours, et je m'attarde quand je butte sur l'insupportable. Je n'étais pas venue à Madagascar, pays que nous aidons beaucoup, pour parler de son système pénitentiaire. Mais nous sommes entrés dans la prison d'Antananarivo, la capitale. Une vaste cour, sans arbres et sans ombre. Sur le sol de terre battue, des cercles où les employés de la prison déposent la nourriture, essentiellement du manioc cru, 250 grammes par personne par jour. Trois mille détenus pour trois gardiens, nous apprend le directeur. Au fond donnant sur la cour, des salles de vingt-cinq mètres de long et trois mètres de large. Aux murs, des rayonnages sur trois niveaux, les détenus dorment là, sur le bois, sans matelas. Je revois en un éclair la photo d'un block de Buchenwald. « Ils sont deux au mètre carré. Il y a dix ans, il en mourait tous les jours », poursuit le directeur. Il ne semble craindre ni l'évasion ni l'émeute. « Les murs sont si vieux que si on pousse, ils tombent », nous dit-il. Les détenus sont calmes, écrasés de soleil et de renoncement. Le directeur égrène encore quelques chiffres. Il dispose de huit centimes d'euro par détenu et par jour. Il y a un médecin, mais pas d'argent pour les médicaments qu'il prescrit.

Elles sont trente dans le quartier des femmes. Dans un recoin, quelques matelas réservés à celles qui sont enceintes. Celles-là, explique le directeur, vont accoucher à l'hôpital, et reviennent ensuite avec leur enfant qui vit ses cinq premières années, avec une mère emprisonnée et le plus souvent pas encore jugée. « Quand avez-vous vu le juge pour la dernière fois ? » demande-t-on à une détenue. « Il y a trois ou quatre ans », répond-elle. Toutes attendent. Rien ne se passe. Si ce ri est les enfants qui grandissent. Ils sont une centaine dans le quartier des adolescents. L'odeur est irrespirable. Nous apercevons un unique robinet avec un tuyau au bout. Un simple trou permet de faire ses besoins. La discipline veut qu'ils se mettent en rang pour avancer.

Je sors de là, hébétée. La veille j'ai rencontré le président malgache, Marc Ravalomanana, dans le palais Kim Il Sung II. Je l'ai même félicité sur le sens de certaines réformes, mais nous n'avons pas parlé des prisons, et j'enrage. Nous sommes à Madagascar pour évaluer l'impact de l'aide norvégienne, et mettre en place la cellule antiblanchiment. J'ai à ma disposition plus que des mots, de l'argent. Je dois peser sur l'intolérable. D'autant que dans ce pays qui sort de vingt ans de quasi-dictature il suffit de quelques instructions pour que le système juridique s'incline. Les magistrats ne conçoivent pas de résister à l'autorité politique. Patrice de Charrette, responsable de la mission d'appui à l'État de droit envoyé par l'Union européenne, a fait la liste nominative des personnes en détention provisoire depuis plus de dix ans, il me la donne, et précise qu'une fois devant le juge le taux d'acquiescement est de soixante-dix pour cent. Sur la liste, je trouve ainsi le voleur d'un boeuf, placé en détention provisoire depuis dix-neuf ans. Un magistrat l'emploie chez lui comme homme à tout faire et le soir il rentre dormir sur sa paille de bois. Je demande à Patrice de me fournir une liste des détenus par infraction. Nous constatons qu'ils sont trois mille dans toutes les prisons du pays, à être détenus pour vol. Il faut suggérer au gouvernement une amnistie pour ce délit.

Le soir même, il y a réception à l'ambassade de Norvège. Le ministre de la Justice de Madagascar est là. Je lui propose mon plan, j'énumère les infractions qui pourraient être

amnistiées. On me rétorque qu'il faut faire avec les croyances et les coutumes locales, qu'un vol de boeuf peut avoir une signification très lourde, notamment dans les Hautes Terres.

Le lendemain, le président donne un dîner en l'honneur de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU. L'ambassadeur de Norvège s'est arrangé pour que je sois invitée. Me voilà bien placée. Je suis tout près de la table du président Ravalomanana, assise à la droite de Paul Vergès, frère de l'avocat, et figure politique de l'île de La Réunion. Lorsque le dîner s'achève, Marc Ravalomanana me tire par le bras et veut me présenter à Kofi Annan et son épouse. Elle est suédoise. Immédiatement nous parlons en norvégien, je profite de cette connivence nordique sous les tropiques pour lui parler de ma visite à la prison, de la violation des droits de l'homme qui y est perpétrée et lui dis qu'il faut que j'en parle à son mari.

Le lendemain matin, j'ai de nouveau rendez-vous avec le président. Après deux heures d'attente, il nous reçoit enfin.

- Qu'avez-vous à me dire?
- Vous me permettez de vous parler franchement?
- Allez-y.

- Marc, il y a un problème énorme dans vos prisons. Si vous êtes un grand président, il faut vous en occuper maintenant. Pour l'heure, vous pouvez encore parler d'un héritage laissé par la colonisation, puis par la dictature de votre prédécesseur, mais à compter d'aujourd'hui c'est votre problème!

Le président est un self-made-man. Jeune homme, il faisait la tournée des producteurs de lait à vélo à Antsirabe, la deuxième ville du pays, avant de monter une coopérative, puis un conglomerat à la mode malgache. Il est instinctif et pragmatique. Il me laisse lui faire quelques suggestions, puis me demande d'écrire, là, devant lui, le brouillon d'une loi d'amnistie. Je m'exécute sur un coin de table et j'aligne les crimes et délits pouvant être concernés par- l'amnistie, vol, adultère... Il me coupe dans mon élan en disant: « Eva, une vaste amnistie, je ne peux pas, elle serait étendue à mes adversaires politiques, et je ne veux pas qu'ils sortent avant les élections... » Je ne réagis pas, j'ajuste quelques mots, il est déjà en train d'appeler le ministre de la justice et réclame une conférence de presse. La scène aura duré trois quarts d'heure. Nous convenons de nous revoir le surlendemain. A la sortie, la caméra de la chaîne de télévision liée au pouvoir est déjà là qui m'interroge. Je déclare que nous avons abordé la question grave du respect des droits de l'homme et de la condition pénitentiaire. J'ajoute que le président a promis de se conformer aux normes internationales. Il veut se servir de moi, et moi de lui.

Je pars comme prévu dans l'Est du pays, j'atterris dans un hôtel à l'architecture très stalinienne baptisé « La Piscine ». Le lendemain matin, je me réveille, avec une vue sublime sur la mer, je me sens utile et heureuse de vivre. Mon portable sonne. C'est le secrétariat de Kofi Annan, qui veut que l'on se rencontre le soir même à six heures. J'explique que c'est impossible, que je suis à neuf cents kilomètres de là, et que c'est avec grand plaisir que je viendrai m'entretenir avec lui prochainement à New York. Mais l'ambassadeur de Norvège me fait comprendre que je ne peux décliner ce rendez-vous, qu'il y a là une grande chance de faire avancer très vite le projet d'amnistie. Bref, nous décidons de repartir pour la capitale. J'ai une journée pour écrire le projet de texte d'une déclaration : il n'est plus question d'une amnistie, mais du droit de grâce présidentiel.

«Je... Marc Ravalomanana, ai résolu d'accorder quatre mois d'amnistie à tous les condamnés dont la peine est définitive. Je demande au ministre de la Justice, de donner instructions aux parquets de requérir la libération de ceux qui sont détenus pour vol depuis plus de deux ans, et d'obtenir le jugement avant la fin 2006 des personnes en détention provisoire pour faits graves depuis plus de deux ans... » J'écris le texte en français avec mon clavier norvégien, le résultat est plein de fautes. J'ajoute que le président exerce son droit de grâce à l'occasion de la visite du secrétaire général de l'ONU. Nous imprimons le texte à

l'arrivée, dans le bureau du directeur de l'aéroport. J'ai encore mes bigoudis et un foulard sur la tête, je les retire vite fait dans les toilettes, je n'ai pas le temps de repasser à l'hôtel.

Lorsque j'arrive à la résidence présidentielle, Marc Ravalomanana est seul. Kofi Annan n'est pas là. L'ONU n'a pas voulu que son secrétaire général soit mêlé à une affaire interne. Je suis terriblement déçue. Le président semble pressé, il regarde le texte, me dit qu'il ne peut rien faire à l'occasion de la visite d'Annan, mais promet que ce sera fait le 29 mars, jour de la fête nationale. Je repars le lendemain, incertaine de l'issue. Jacques Chirac aimait à dire que les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent. J'ai peur que le président malgache ne partage son cynisme.

Le 29 mars 2006, je suis à Washington. Mais je n'ai rien oublié de ce que j'ai vu dans les prisons malgaches. Je monte dans ma chambre d'hôtel et j'appelle Antananarivo, fébrile.

Dans son discours, Marc Ravalomanana n'a pas oublié les prisons. Il a fait usage de son droit de grâce qui s'étend à 369 personnes dans la prison d'Antananarivo et au même nombre dans le reste du pays. Instruction et moyens ont été donnés aux magistrats de juger les cas les plus graves dans l'année. La parole a été tenue. Je suis heureuse. J'appelle aussitôt Patrice de Charrette, qui regrette que le geste ne soit pas plus large, il a raison. Une réelle amnistie aurait vidé les prisons de milliers de prévenus qui n'ont rien à y faire. La démocratie est une pratique qui s'apprend. Marc Ravalomanana a tenu parole, et ce n'est jamais populaire de vider les prisons. Les circulaires sont sorties, elles proclament l'obligation de juger dans l'année. Un projet de loi pour limiter la détention provisoire en toute matière à deux ans a été déposé. La date du 29 mars m'est restée en tête. Lors d'un nouveau séjour à Madagascar, j'ai voulu savoir ce qui s'était passé ce jour dont on fit la fête nationale. C'était le 29 mars 1947. Le premier grand soulèvement contre l'occupant français. La grande île comptait alors quatre millions d'habitants et trente-cinq mille colons. Tout a commencé dans la nuit de samedi à dimanche, des camps de gendarmerie ont été attaqués par des Malgaches à Moramanga, à Manakara ainsi que dans le Bas-Faraony. L'insurrection était menée par des sociétés secrètes, installées dans les forêts et aux points stratégiques du réseau ferroviaire. L'armée française répondit par une répression aveugle, le corps expéditionnaire monta jusqu'à trente mille hommes. La guérilla s'installa dans la grande forêt pendant plus de vingt mois jusqu'à épuisement. Les derniers rebelles, affamés, finirent par se rendre. Entre-temps, l'armée française avait procédé à des exécutions sommaires, des tortures ; elle avait brûlé les villages; des suspects furent jetés d'avion pour installer la terreur dans les esprits. Bilan de vingt et un mois de rébellion: entre 30 et 80 000 morts. Combien ? Nul ne sait exactement. Je comprends mieux pourquoi, lors de nos entretiens, Marc Ravalomanana préfère parler avec moi en anglais et non en français. Soixante ans après, la blessure est toujours là.

Lorsque je voyage en Afrique, je n'entends que ressentiment et plainte vis-à-vis de la France. Où que j'aille je bute sur l'histoire coloniale. Elle est partout dans le paysage africain. Il me faut la relire, ou plutôt la lire et la comprendre, car l'information est impressionniste, voilée, comme escamotée. Lorsque je suis arrivée en France en 1964, la guerre d'Algérie venait de se terminer, j'achetai France Observateur (l'ancêtre du Nouvel Observateur) pour ses débats et les éditos engagés en faveur du tiers-monde. Je croisais les amis de Pascal revenus des Aurès. Ils parlaient peu de la guerre d'Algérie, ils préféraient sûrement l'oublier. Eprise de ce pays, dont je réclamaient l'adoption, j'ai cru que la page avait été tournée.

Je n'avais rien compris à ce que l'écrivain Slimane Zeghidour appelle « le secret de famille de la République ».

Lorsque j'ai pris en charge l'instruction de l'affaire Elf, j'avais en face de moi les puissants du pétrole français, je n'aimais pas leur arrogance, la façon qu'ils avaient de se servir dans les caisses, mais lorsqu'ils invoquaient les intérêts supérieurs du pays, j'étais prête à les croire. Je sortais de plusieurs années en détachement au ministère des Finances, entourée de hauts fonctionnaires intègres, d'une compétence absolue. J'avais confiance dans les institutions de mon pays d'adoption. Je n'imaginais pas que la finalité des dirigeants des sociétés nationales

du pétrole fût autre chose que le bien commun. Je traquais les dérives et non le système lui-même.

Pourtant au fil de mon enquête, j'ai découvert un monde souterrain. Magistrat, limitée par le cadre de ma saisine et des compétences nationales, je devais m'arrêter sur le seuil de certaines portes, qui menaient vers l'étranger. Je découvrais des chemins qu'il aurait été passionnant de remonter, des connexions qui m'ahurissaient. Avec des chiffres, des comptes, nous avons sous nos yeux le déchiffrement d'un vaste réseau de corruption institutionnalisé, dont les fils étaient reliés en direct à l'Elysée.

Ce n'était pas mon rôle d'en tirer les conclusions politiques, mais j'en ai gardé l'empreinte. Nous avons dessiné alors un vaste schéma, que j'ai toujours avec moi. Il fait huit mètres une fois déplié. Il serpente depuis le bureau d'un directeur des hydrocarbures d'Elf, jusqu'à des comptes obscurs alimentés par le Gabon, aux mains d'Omar Bongo: quarante ans de pouvoir et une difficulté récurrente à distinguer sa tirelire et sa famille d'une part, le budget de l'Etat et le gouvernement d'autre part. J'emporte souvent ce schéma avec moi, au fil des rendez-vous. Je l'étale sur les tables, un peu comme un capitaine au combat sort ses vieilles cartes. Les positions ont sans doute varié, les techniques de camouflage se sont sophistiquées, mais le système est là: les tyrans sont des amis, que la France a placés au pouvoir et dont elle protège la fortune et l'influence par de vastes réseaux de corruption; en échange ils veillent sur les intérêts et les ressources des entreprises françaises venues creuser le sol. Tout ce beau monde a intérêt à ce que rien, jamais, ne stimule ni les institutions ni l'économie des pays.

Et si je m'arrête un instant au Gabon, qu'est-ce que j'y vois? Un pays riche qui exporte plus de treize milliards de dollars de pétrole brut par an et affiche un PIB par habitant largement au-dessus de la moyenne africaine (6 397 \$) ? Ou un pays pauvre où l'espérance de vie est estimée à 55 ans pour les femmes et 53 pour les hommes, ce qui leur laisse un an de moins que les Malgaches nés sur un sol sans pétrole? Le taux de mortalité infantile est au Gabon particulièrement élevé, le taux de vaccination contre la rougeole est de 40 % contre une moyenne de 79 % dans les pays en développement. Voilà où en est le Gabon, chasse gardée de la France, fournisseur des trésors du pétrole et de l'uranium, fief de Total-Elf la première capitalisation boursière française.

Si les habitants de Libreville n'ont pas bénéficié de la richesse de leur pays, c'est parce que la France s'est accaparé ses ressources minières, avec la complicité d'un président, enrôlé dès son service militaire par l'armée française et ses services secrets, placé à la tête du pays à 32 ans par Paris. Il était alors le plus jeune chef d'Etat du monde. La France contrôle son armée, ses élections et protège sa fortune. En retour, Omar Bongo fait table ouverte plusieurs fois par an, avenue Foch ou à l'hôtel Crillon, où il reçoit les hommes politiques, les publicitaires et les journalistes français qui comptent. Chacun se presse à ces audiences. Dans les années 1990, un homme politique français de premier plan, alors en fonction, bénéficiait en parallèle d'un contrat de « consultant » signé par Omar Bongo et largement rémunéré. De Roland Dumas, le président gabonais dit qu'il est « son ami intime ». Prévoyant, il apprécie aussi Nicolas Sarkozy, venu « prendre conseil » en tant que candidat à l'élection présidentielle. Lorsque au cours de l'instruction, nous avons perquisitionné au siège de la Fiba, la banque franco-gabonaise, nous avons consulté le listing des clients, qui paraissait tenu à la plume sergent-major. C'était une sorte de Who's Who de la France en Afrique, qui en disait long sur l'envers de la République et des médias.

A ceux qui croient encore à l'aide désintéressée de la France en Afrique, il suffit de consulter les chiffres du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). La corrélation est régulière entre le montant de l'aide française et la richesse en matières premières. En clair, celui qui n'a rien dans son sous-sol ne doit pas attendre grand-chose de Paris... Il n'est pas étonnant de retrouver le Gabon comme l'un des premiers bénéficiaires de l'aide publique française au développement. Le résultat est affligeant en termes de système de santé et d'éducation. L'argent s'est perdu en route. Il est justement fait pour cela.

Il ne s'agit pas d'une dérive mais d'une organisation cohérente et raisonnée. Dans chaque audition durant notre instruction, nous entendions parler de pressions physiques, d'espionnage permanent et de barbouzes. Les perquisitions dans la tour Elf à la Défense livraient une moisson de documents révélant la confusion des genres, nous les transmettions au parquet de Nanterre, qui se gardait bien d'ouvrir des enquêtes. Car Elf hier, Total aujourd'hui, est un Etat dans l'Etat, conçu par Pierre Guillaumat un ancien ministre de la Défense, patron des services secrets et responsable du programme nucléaire français afin de servir les intérêts géopolitiques de Paris.

La Norvège a utilisé son pétrole pour construire et assurer le paiement des retraites futures. La France se sert d'Elf-Total pour affirmer sa puissance. La compagnie intervient dans le golfe de Guinée, au Nigeria, au Congo-Brazzaville, en Angola... Tous ces pays ont connu la guerre civile et la dictature, derrière laquelle la main française s'est fait sentir. Le chaos, lorsqu'il se produit, ne trouble pas le système. Il n'est qu'à voir l'Angola, en guerre pendant des dizaines d'années, mais dont aucune goutte de pétrole, jamais, n'a raté sa destination. Pendant la guerre, les affaires continuaient... Les banques françaises, BNP-Paribas en tête, ont même profité de l'occasion pour élaborer des montages financiers destinés aux pays en guerre, à des taux affolants, tout en sachant qu'elles ne prenaient pas le moindre risque. L'argent, là aussi, n'a pas été perdu pour tout le monde. C'est un miroir dans lequel il ne faut pas trop souvent regarder les élites françaises.

Depuis que j'ai ouvert le dossier Elf, dans mon bureau de la galerie financière, j'ai voyagé physiquement et intellectuellement bien loin de la Seine et de ses quais gris et bleus... J'ai appris en marchant. A l'arrivée, le tableau est effrayant.

L'Afrique a refait de moi une Norvégienne, fière de l'être. Mon pays est riche, mais il se souvient avoir été pauvre, un peuple d'émigrants regardant vers le Nouveau Monde américain. Son esprit de conquête, ses allures vikings sont des traces d'un passé très lointain, vinrent ensuite les tutelles danoise puis suédoise, dont il fallut se libérer. Il envoya vers l'Afrique des missionnaires protestants, personnages austères au visage buriné, taillé par la parole chrétienne et l'oeuvre humanitaire, plutôt que des nouveaux colons, comme on les croise encore dans les quartiers d'expatriés blancs.

Pendant que la France fondait Elf, la Norvège mettait en place l'exploitation des ressources de la mer du Nord, accumulant un fonds de réserve, aussitôt placé pour les générations futures et soigneusement contrôlé. Ce petit pays des terres gelées est devenu la première nation donatrice en dollars par habitant. Bien sûr, les pétroliers norvégiens ne sont pas des enfants de chœur. De récentes enquêtes ont montré que certains d'entre eux ont versé des commissions et que la tentation d'abuser de leur pouvoir est permanente. Mais la Norvège n'a pas à rougir de ce qu'elle a fait de son pétrole. Ce que j'ai vu, les rapports internationaux qui l'attestent, est une oeuvre d'espoir.

La République française, à la même époque, a mis en place en Afrique un système loin de ses valeurs et de l'image qu'elle aime renvoyer au monde. Comment des institutions solides et démocratiques, des esprits brillants et éclairés, ont-ils pu tisser des réseaux violant systématiquement la loi, la justice et la démocratie ? Pourquoi des journalistes réputés, de tout bord, ont-ils toléré ce qu'ils ont vu ? Pourquoi des partis politiques et des ONG, par ailleurs prompts à s'enflammer, n'ont-ils rien voulu voir ?

Je ne condamne pas. J'ai partagé cet aveuglement. J'étais comme eux, avant de glisser l'oeil dans le trou de la serrure et de prendre la mesure de ce secret de famille : la France reste un empire et ne se remet pas de sa puissance perdue. L'indépendance politique a été largement une mascarade en Afrique de l'Ouest. L'Occident a fermé les yeux, car la France se prévalait d'être le « gendarme » qui défendait la moitié du continent contre le communisme. Les Français ont laissé faire, car, astucieusement, de Gaulle et ses successeurs ont présenté leur action comme un rempart contre l'hydre américaine. Elf était l'une des pièces maîtresses de cette partie géopolitique. Le double jeu a été facilité par la certitude, ancrée dans les mentalités, que « là-bas, c'est différent ». Là-bas, c'est normal la corruption,

le népotisme, la guerre, la violence. Là-bas c'est normal la présence de l'armée française, les proconsuls à l'ambassade ou à l'état-major, les camps militaires. Là-bas, c'est normal l'instruction des gardes présidentielles. Là-bas, c'est normal la captation des richesses naturelles. D'ailleurs « tout le monde fait pareil ». Jeune ou vieux, de gauche ou de droite, nul Français ne songe à s'offusquer de voir nos soldats mener, presque chaque année, une opération militaire en Afrique, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Rwanda, quand tous se gaussent de cette Amérique venue faire la police en Irak, en maquillant d'un fard démocratique les intérêts géopolitiques et pétroliers de Washington. Il y a pourtant bien des symétries.

J'ai vu récemment un documentaire sur la guerre du Biafra, quatre ou cinq demi-heures de témoignage brut des principaux acteurs, sans commentaires. Je suis restée sans voix. A ceux qui sont nés après 1970, le Biafra ne dit rien. Dans cette région du Nigeria, riche en pétrole, une ethnie, chrétienne et animiste armée par la France, réclama l'indépendance. S'ensuivit une guerre meurtrière de trois ans, révolte financée depuis l'Elysée via des sociétés suisses. La télévision française aimait alors montrer les enfants affamés que les militaires français ramenaient par avion pour les soigner, jamais elle ne laissait voir la cargaison de l'aller, remplie d'armes... A l'image maintenant, les anciens collaborateurs de Jacques Foccart, repus dans leurs fauteuils Louis XV, détaillent sans émotion ces montages illégaux. Les officiers, lieutenants d'alors, généraux d'aujourd'hui, racontent ce bon tour le sourire aux lèvres. Fin du documentaire. Pas un mot, pas une ligne dans les livres d'histoire.

Des drames comme celui-ci, l'Afrique en contient des dizaines, soigneusement passés sous silence. Les massacres des Bamiléké au Cameroun par la France du général de Gaulle, le génocide des tutsis commis par un régime soutenu par François Mitterrand, les assassinats d'opposants, les manipulations d'élection... Le passif de la France sur le continent africain n'a rien à envier à l'impérialisme américain en Amérique latine ou au Moyen-Orient.

Il est à la mode parmi les intellectuels français de se plaindre du mouvement de repentance qui s'est répandu depuis quelques années. Les bienfaits de la colonisation, à inscrire dans les manuels scolaires, ont même fait l'objet d'une proposition de loi, largement soutenue par les députés. Bien sûr, l'histoire de la France en Afrique ou en Asie du Sud-Est a compté aussi des aventuriers sincères, explorateurs, instituteurs ou pionniers, qui ont fait corps avec les pays qu'ils ont découverts. A Madagascar les *vazas*, ces pieds-noirs malgaches, ne cessent de louer devant moi l'état des routes et des infrastructures françaises au moment de l'indépendance. Mais les peuples sont comme les familles. On ne peut pas faire le tri de la mémoire. Il est des secrets soigneusement cachés dont l'onde portée va bien au-delà d'une ou de deux générations. Les enfants héritent de tout: du malheur comme du bonheur, de la richesse comme des dettes.

La République française paie aujourd'hui la facture de son passé. Il suffit de dérouler la liste des appellations officielles des Maghrébins, nés dans un département français avant 1962 ou sur le sol hexagonal depuis les années 1970. Par la loi, ils furent et sont des Français comme les autres. Les gouvernements successifs n'ont pourtant cessé d'inventer des périphrases : « indigène musulman », « sujet africain non naturalisé », « JFOM » (jeune français originaire du Maghreb), « jeune issu de l'immigration », « fils de harkis », « jeune des quartiers », « Arabo-musulman », « Français d'origine arabe », « Français musulman »...

La France vit encore comme si en Afrique elle était chez elle, et comme si, sur son sol, ses enfants d'ascendance africaine n'étaient pas français. Le développement de la Françafrique, notre tolérance vis-à-vis des réseaux, tout ramène à ce secret colonial, à cet empire qui hante les esprits comme un fantôme. Oui, Total, la première entreprise française, est riche et prospère. Mais la manière dont la firme s'est bâtie fait partie de l'héritage. Qui osera un jour rendre au Nigeria, au Cameroun, au Gabon, au Congo-Brazzaville ce que la France leur doit ? Qui contestera les contrats conclus par Areva pour l'uranium du Niger ou ceux des mines d'or de Sadiola au Mali, deux pays parmi les plus pauvres du globe, qui ne touchent qu'une part dérisoire des richesses prélevées dans leur sol ? La République a

contracté une dette qu'il lui faudra bien honorer. Notre prospérité est nourrie de richesses que nous détournons. A certains de ces sans-papiers qui risquent leur vie pour gagner l'Europe, il pourrait être versé une rente au lieu d'un avis d'expulsion. Je rêve, pour ce pays que j'aime, d'un réveil collectif.

Une France digne de son idéal et de son héritage de 1789 est incompatible avec la Françafrique : ce qu'une génération a fait, une autre peut le défaire. C'est possible.

Je reviens de Zambie. La Norvège, avec d'autres pays, finance là-bas la cellule anticorruption, chargée d'enquêter sur la période dictatoriale de Frederick Chiluba, président de 1991 à 2001, qui a depuis été arrêté et fait l'objet de cinquante-neuf chefs d'inculpation pour abus de pouvoir, vols et détournements de fonds publics estimés à des centaines de millions de dollars.

Nous payons notamment les honoraires des avocats chargés de plaider le rapatriement des fonds saisis et gelés en Grande-Bretagne. C'est pour moi tout un symbole. C'est la première fois que l'aide au développement finance une procédure, elle est évaluée à plusieurs millions de livres. Le temps de la justice est long, je sens bien qu'en Zambie le doute peut s'installer, et que l'on risque de s'entendre demander si les sommes englouties dans un long procès ne seraient pas plus utiles pour des vaccinations ou des écoles. Mais il faut tenir le cap, il y a énormément d'argent à la clé, et donc la reconstruction de ce pays riche de mines de cuivre dont il n'a jamais touché les dividendes.

Il était prévu que je parle devant le Parlement. Je toussais énormément, j'avais demandé au médecin un remède de cheval, pour pouvoir aller au bout de mon discours. Devant les députés de Zambie, j'ai donné lecture des détails de l'un des contrats de privatisation des mines de cuivre, conclu sous Chiluba et avec la bénédiction du FMI. Ce contrat offre aux entreprises concessionnaires vingt-cinq ans d'exonération ou de minoration fiscale. Résultat, alors que la valeur du cuivre exporté en 2006 atteint trois milliards de dollars (soit 12 % du budget, 40 % du PNB et 90 % des exportations), le pays ne reçoit que 60 millions de recettes soit 2 %. A titre de comparaison, la Norvège perçoit 70 % de la valeur d'exportation de son pétrole et gaz, le Chili, le plus gros producteur mondial de cuivre, perçoit 50 % et le Botswana, 75 %. Il ne reste rien à la Zambie, une poignée de dollars, un sol pollué, et une main-d'oeuvre d'esclaves. 68 % de sa population vit avec moins d'un dollar par jour. J'ai dénoncé tous ces contrats iniques, et demandé qu'ils soient renégociés. Conclue dans une période de corruption intense, ils risquent de toute façon l'annulation, ce qui donne quelques arguments à l'Etat zambien, qui peut menacer de remettre la main sur ses mines. La Banque mondiale soutiendra l'initiative, ai-je promis, en m'avançant. Les députés se sont levés pour applaudir l'idée. Le lendemain, le discours faisait la première page des journaux.

J'ai dû annuler le reste de mon programme. La toux révéla une pneumonie. Par un signe du destin, elle m'emmenait vivre dans mon corps la pénurie africaine. Le médecin est revenu à minuit. Pneumonie du lobe gauche. « Il n'y a rien en Zambie, j'ai un petit centre avec quelques lits, une infirmière, je vous emmène là-bas. » C'était sommaire effectivement, deux lits en fer, des draps blancs et propres sous une moustiquaire. Une aide soignante aidait l'infirmière. Le médecin installa l'antibiotique en perfusion, je redoutais ce matériel et ces aiguilles trop rares pour qu'on en fasse usage unique. Mais je ne disais rien. Gentiment, le médecin me dit qu'il me trouvait fatiguée, qu'à la moindre complication il n'aurait rien pour agir et que je pourrais mourir. Il me parlait de mon âge sans oser le mentionner. Il me traitait aussi en personnalité étrangère. Nous avons décidé de mon transfert vers Johannesburg, par le jeu des assurances. En attendant le départ, j'ai passé là un jour et une nuit. L'infirmière et l'aide soignante se sont relayées à mon chevet, elles me lavaient avec douceur, prenaient ma tension et ma température toutes les deux heures, et dormaient par terre, à côté de moi. Malgré le décor, malgré la toux qui me secouait, leur présence me rassurait.

Arrivée à Johannesburg et son hôpital moderne, j'ai dû passer une nuit en réanimation, avant de monter dans une chambre. Nous étions trente dans une vaste salle. La majorité de ceux qui étaient là était en phase terminale du sida. Ce n'était que hurlements et prières.

En face de moi, un homme plus très loin de la mort. Sa femme est d'abord venue seule, elle semblait lui parler d'avenir. Puis les enfants, puis la soeur sont arrivés, tous ensemble ils ont prié, ils étaient musulmans. A gauche, un homme blanc, il venait de faire une attaque cérébrale. Il vivait au Mali avec sa femme où ils exploitaient un petit commerce, ils avaient acheté pour leur retraite une maison en Afrique du Sud. A droite un homme noir, manifestement atteint du sida, il ne pesait plus qu'une trentaine de kilos et une excroissance mangeait son visage.

J'étais épuisée, inquiète. Le docteur a très vite demandé à ce qu'on me retire ma perfusion zambienne, « parce qu'elle vient d'où elle vient » a-t-il dit à l'infirmière. J'avais peur. La mort était là, tout autour de moi, elle me lançait sur de fausses pistes, de fausses questions, où est-ce que j'ai envie d'être enterrée, en France ? en Norvège dans ces petits cimetières aux croix blanches posés face à la mer tout au bord des fjords ? Et puis elle me ramenait vers l'Afrique, je sentais en moi la douleur de ces pays pillés et privés d'hôpitaux, et je me disais que j'aimais la vie et que j'allais y arriver. Je me suis juré, là sur mon lit, que les contrats d'exploitation des mines de cuivre de Zambie seraient renégociés.